

COMMUNE DE SAINT CLEMENT LES PLACES (Rhône)

Délibération du conseil municipal N° 04082020 02

DATE DE CONVOCATION

30/07/2020

DATE D'AFFICHAGE

05/08/2020

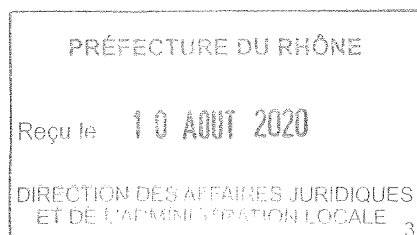
L'AN DEUX MIL VINGT, le QUATRE AOUT à 20 heures 00.

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de :

Madame BLEIN Patricia, Maire

NOMBRE DE CONSEILLERS :

Étaient présents : Mme BLEIN Patricia- Mr COLLOMB Denis- Mr BLEIN Gilbert- Mme DEJOIN Florence- Mr PETIT Frédéric- Mr SANCHEZ Sylvain- Mr DUPEUBLE Philippe- Mr BLEIN Gabriel- Mme SEVE Odile – Mme GEY Pascale- Mr BERGER Maxime- Mr FOL Daniel – Mme TAGLIAZZUCHI Emilie



Absents excusés : Mme RIVOLLIER Jeanine – Mme CHALANDON Bernadette

Absents:

EN EXERCICE : 15

Formant la majorité des membres en exercice.

PRÉSENTS : 13

VOTANTS : 13

Mme DEJOIN Florence a été élue secrétaire.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-31 et suivants et L.103-2 et suivants
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 5 Février 2014
Vu le SCOT des Monts du Lyonnais approuvé le 11 Octobre 2016 et modifié le 3 Mars 2020.

Objet : Prescription de la révision du Plan Local d'Urbanisme et définition des objectifs et modalités de la concertation

Madame le Maire rappelle que la commune de Saint Clément-les-Places dispose d'un PLU approuvé le 5 Février 2014, avant l'application du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) des Monts du Lyonnais approuvé le 11 Octobre 2016. Madame le Maire rappelle que la commune doit se mettre en compatibilité avec ce document supra-communal dans un délai de 3 ans du fait de la nécessité d'une révision du PLU, selon l'article L.131-6 du code de l'urbanisme.

Madame le Maire rappelle les principales orientations du projet de territoire du PLU applicable :

- Conserver l'identité et l'ambiance rurale de la commune
- Privilégier la centralité par une urbanisation en continuité avec le bourg
- Offrir aux habitants un cadre de vie de qualité et répondre à leurs besoins en termes d'équipements publics et de déplacements
- Protéger les secteurs agricoles et préserver l'outil de travail des agriculteurs
- Protéger les milieux naturels, les éléments remarquables et valoriser les paysages caractéristiques de la commune.

Ces principes sont traduits au travers des axes du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) suivants :

- Assurer le renouvellement des générations par un développement résidentiel et urbain du bourg, adapté à la capacité des réseaux et des équipements (*croissance démographique annuelle de l'ordre de 1% de 2013 à 2023, privilégier le bourg et les secteurs raccordés au réseau d'assainissement...*)

- Faire du bourg de Saint Clément un véritable lieu de vie (*préserver et développer les services et commerces de proximité, permettre l'installation d'entreprises au sein d'une zone artisanale...*)
- Valoriser l'identité communale et les paysages ruraux (*conforter le bourg en créant une unité de fonctionnement entre habitat, activités de services et équipements, mettre en place un programme d'habitat localif et en accession entre le bourg et la salle d'animation, éviter d'étirer l'urbanisation le long de la RD 101 en sortie Nord du bourg, préserver le point de vue paysager sur l'Est du bourg, préserver les terrains à forte valeur agricole, maintenir une vocation agricole du territoire, protéger les espaces naturels et boisements remarquables, du patrimoine bâti...*)
- Assurer les conditions du développement durable

Ce PLU a été réalisé pour une durée de vie de 10 ans, de 2013 à 2023 avec un objectif démographique d'accueillir une centaine d'habitants (autour de 780 habitants). Cet objectif n'est pas atteint aujourd'hui.

Les principaux objectifs du PADD restent d'actualité mais méritent d'être complétés, prolongés...

Madame le Maire explique qu'il convient de poursuivre ces objectifs pour une nouvelle durée de vie d'une dizaine d'années (horizon 2030-2035 environ) et de les adapter au nouveau contexte communal et réglementaire.

Par ailleurs, il est nécessaire de **mettre en compatibilité le PLU avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) des Monts du Lyonnais approuvé le 11 Octobre 2016 et modifié le 3 Mars 2020**. Il s'agit ainsi du document d'urbanisme supérieur avec lequel le PLU doit être compatible. Les orientations du SCOT sont axées sur :

- Axe 1 : conforter le caractère rural du territoire, les solidarités territoriales et la qualité de vie
- Axe 2 : développer l'attractivité économique et l'emploi
- Axe 3 : axe transversal : ménager le capital environnemental des Monts du Lyonnais, répondre au défi énergétique et au changement climatique

Il s'agit notamment de limiter la croissance démographique à un objectif maximal de 0,9 % par an, de limiter la consommation foncière à une surface de 4,39 hectares sur 2017-2037, d'assurer une densité moyenne globale de 20 logements à l'hectare, et d'envisager un développement de l'habitat de l'ordre de 88 logements sur ces 20 ans.

Madame le Maire informe également de la nécessité **d'intégrer les dernières législations intervenues en matière d'urbanisme** permettant notamment d'autoriser, sous certaines conditions, l'extension des habitations et de leurs annexes en zones agricole et naturelle et d'identifier précisément les bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination dans ces zones sous conditions. Il s'agira d'une possibilité à étudier et prendre en compte.

Madame le Maire informe de la nécessité de modifier le PLU actuel pour supprimer l'ensemble des sous-zones Ah et Nh, secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées qui ne sont plus nécessaires et ne peuvent être considérés comme exceptionnels sur la commune.

Madame le Maire informe de la nécessité de **mieux prendre en compte la dimension environnementale** dans le projet communal, de façon globale et transversale, notamment par une **meilleure traduction de la trame verte et bleue à l'échelle communale** (préservation des secteurs humides, des haies, traduction du corridor écologique d'échelle intercommunale...), mais également une réflexion sur l'atteinte d'un territoire à énergie positive au niveau intercommunal.

Madame le Maire signale que cette révision sera l'occasion de pouvoir **intégrer la réforme sur le règlement d'urbanisme** et ainsi mettre en place un règlement modernisé, règlement de projet. Il sera également l'occasion de **mettre à jour les emplacements réservés**.

Madame le Maire explique que cette révision permettra de **réfléchir au devenir de la commune et d'intégrer les projets de la nouvelle équipe municipale**.

Madame le Maire rappelle la **procédure de révision du PLU** avec l'établissement d'un diagnostic de territoire mettant en exergue les atouts et faiblesses, la définition du projet d'aménagement et de développement durables et sa traduction réglementaire au niveau du zonage, règlement, orientations d'aménagement et de programmation. Le PADD fera l'objet d'un débat au sein du Conseil Municipal.

Saint Clément-les-Places n'étant pas couverte par un site Natura 2000, une demande au cas par cas auprès de l'autorité environnementale sera réalisée.

Madame le Maire informe que la **concertation** doit être menée selon l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, en associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. Cette concertation portera sur les objectifs de la révision du PLU et sera réalisée sous diverses formes permettant d'informer la population mais également en lui permettant de s'exprimer.

Madame le Maire rappelle que la concertation consiste à donner son point de vue, à échanger, sur des thématiques d'intérêt général concernant le développement de la commune, en matière démographique, d'habitat, économique, d'équipements, de déplacements, de préservation de l'environnement, mais en aucun cas de sujet privatif.

A la suite de l'arrêt du PLU en Conseil Municipal, qui marquera la fin des études, un bilan de cette concertation sera tiré. Le projet de PLU sera alors soumis à l'avis des personnes publiques associées puis à l'enquête publique au cours de laquelle la population pourra émettre des observations d'ordre privé.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- **1 - de prescrire la révision du PLU**, sur l'ensemble du territoire, selon les articles L.153-31 et suivants du code de l'urbanisme

- **2 – de préciser que les objectifs de la révision portent sur :**

- la mise en compatibilité du PLU avec les orientations du SCOT des Monts du Lyonnais approuvé,

- sur l'adaptation du projet actuel pour un nouvel horizon d'une dizaine d'années,

- sur la prise en compte de l'évolution socio-économique de la commune, en encadrant le développement communal (*modification du taux de croissance démographique*), maîtrisant l'urbanisation qui sera recentrée sur le bourg et définissant des objectifs chiffrés de limitation de la consommation d'espace, favorisant la densification des opérations d'habitat, la diversité des formes d'habitat et la mixité sociale, limitant la consommation d'espace,

- de maintien et d'un développement de l'économie locale, avec la préservation des commerces et services de proximité dans le bourg, de densification et comblement de la zone d'activités innovantes, du maintien du potentiel agricole...

- sur la suppression du « pastillage » en zones agricole et naturelle et l'étude de l'évolution des habitations en zones agricole et naturelle et sur l'identification des bâtiments pouvant changer de destination dans ces zones tout en préservant l'avenir de la profession agricole

- sur la prise en compte des aspects environnementaux de manière globale et transversale, sur la préservation des secteurs humides, la retraduction du corridor d'échelle intercommunale, sur la limitation de la consommation d'énergie en vue de participer à l'atteinte de l'objectif d'un territoire des Monts du Lyonnais à énergie positive à horizon 2050,

- sur la prise en compte de l'existence ou de l'évolution de projets ou besoins spécifiques ayant une influence sur le projet commune ou nécessitant une inscription réglementaire

- sur l'intégration de la nouvelle mouture du règlement d'urbanisme issue de la réforme de 2016

- sur la mise à jour des emplacements réservés

- **3 – de mener la concertation sur les objectifs définis précédemment et selon les modalités suivantes :**

- mise à disposition du public en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat, d'un registre de concertation où pourront être consignées des observations sur l'intérêt général du projet communal

- mise à disposition du public en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat, de documents d'étude, tels que le porter à connaissance de l'Etat, le diagnostic de territoire, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables,

- Rédaction d'articles au sein du bulletin municipal

- Animation d'une réunion publique de concertation pour présenter le projet communal, pendant laquelle les habitants pourront s'exprimer
Un bilan de cette concertation sera réalisé au moment de l'arrêt du PLU en Conseil Municipal.

- 4 - de donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision du PLU

- 5 - de solliciter de l'État qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à la révision du PLU ainsi que l'aide financière du Conseil Départemental,

- 6 – dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, sont inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre 20, article 2031).

Conformément à l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet,
- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- Au Président de la Communauté de Communes des Monts du Lyonnais compétent en matière du Schéma de Cohérence Territoriale des Monts du Lyonnais

Cette délibération est également transmise :

- Aux Maires des communes limitrophes
- Aux Présidents des Établissements Publics de Coopération Intercommunale directement intéressés

Conformément à l'article R.153-20 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

Réception en Préfecture le :

Affichage le :

Le Maire,

Patricia BLEIN

